

fixé de 0,5 pour cent du PNB, soit quelque 2 milliards de dollars en 1984-1985. De plus, le Canada a pris une part active au Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et au Comité d'aide au développement de l'OCDE en ce qui concerne l'amélioration de la qualité de l'aide. En particulier, il a fortement appuyé les efforts déployés par la Banque mondiale pour renforcer la coordination.

Devant l'aggravation de la famine et la poursuite de la crise économique en Afrique, le Canada et les Canadiens ont contribué généreusement aux efforts de secours et de réadaptation. Le secrétaire d'État aux Affaires extérieures a nommé un coordonnateur des secours d'urgence chargé de mobiliser et de coordonner les efforts tant du gouvernement que du secteur privé et un fonds spécial a été créé. Plus de 35 millions de dollars ont été recueillis auprès de particuliers et d'organisations non-gouvernementales. Quant à la contribution du gouvernement pour l'Afrique, elle s'est élevée à près de 810 millions de dollars en 1984-1985. Le Canada a vivement appuyé la déclaration des Nations Unies sur l'Afrique prononcée à la trente-neuvième session de l'Assemblée générale et a promis de contribuer 100 millions de dollars, contribution échelonnée sur une période de trois ans, au mécanisme spécial de un milliard de dollars de la Banque mondiale pour l'Afrique subsaharienne.

## Le Commonwealth

En cette période de tensions que connaît le multilatéralisme, les 49 États du Commonwealth ont cherché à renforcer le système des Nations Unies en s'unissant pour faire valoir leur propre approche pragmatique en vue d'atteindre un consensus au sein du cadre plus général des Nations Unies, par exemple, à l'UNESCO. Lors de rencontres ministérielles du Commonwealth, les délégués ont été renseignés sur la situation et préparés à participer plus à fond aux prochaines conférences élargies des Nations Unies, au sein desquelles ils chercheront à exercer une influence positive. Parmi ces rencontres, il y a eu celle des ministres de la Santé tenue à Genève avant l'assemblée de l'Organisation mondiale de la santé, celle des ministres du Travail avant la Conférence de l'Organisation internationale du travail et, enfin, celle des ministres de l'Industrie à l'occasion de la session de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel, tenue à Vienne.

Pendant l'année, un groupe d'étude spécial du Commonwealth s'est penché sur les problèmes des petits États, en cherchant des moyens de réduire leur vulnérabilité économique et politique par le renforcement de la coopération régionale et par d'autres moyens. Des personnalités distinguées, dont M. Geoffrey Pearson, directeur exécutif de l'Institut canadien pour la paix et la sécurité mondiale, sont associées au projet.

En qualité d'hôte de plusieurs manifestations importantes, le Canada a été particulièrement actif dans les affaires du Commonwealth. En septembre 1984, les ministres des Finances se sont réunis à Toronto juste avant la rencontre du FMI et de la Banque mondiale, afin d'étudier les conclusions des études spéciales commandées sur la crise de la dette et les ajustements éventuels du système monétaire international. Le Conseil scientifique du Commonwealth s'est rencontré à Ottawa. Par ailleurs, les ministres du Commonwealth chargés des affaires de la jeunesse se sont rencontrés à Chypre en mai 1984. Quelques semaines plus tard au même endroit, les ministres de l'Éducation ont débattu la grave diminution des échanges d'étudiants causée par l'accroissement des frais d'inscription et qui est l'un des plus grands problèmes actuels de l'organisation.

Lors d'une rencontre tenue à la Barbade, des hauts représentants du Commonwealth ont convenu de mettre sur pied un groupe d'action pour l'Afrique, à la suite d'une initiative nigéro-canadienne qui a mis en relief la nécessité de réformes structurelles à long terme dans le secteur de l'agriculture.

Le « Commonwealth officieux » a continué d'apporter sa précieuse contribution. Composé actuellement de près de 300 associations professionnelles et privées, il forme un vaste réseau mondial s'occupant pratiquement de toutes les activités humaines. Le Conseil syndical du Commonwealth et l'Association des musées du Commonwealth (tous deux dirigés par des Canadiens) sont deux de ses nombreuses organisations qui apportent une aide concrète aux pays membres en voie de développement et établissent des liens pour l'avenir. Parallèlement aux travaux menés au niveau gouvernemental ceux des organisations non-gouvernementales continuent de faire la preuve des capacités d'adaptation et de la pertinence du Commonwealth dans un monde en changement.

## La Francophonie

La conférence la plus importante qui ait eu lieu en 1984-1985 fut sans doute la Conférence des ministres de la Communication des pays membres de l'Agence de coopération culturelle et technique (ACCT) qui s'est tenue au Caire du 3 au 8 février 1985 et qui a permis une collaboration particulièrement étroite des ministres des Communications du Canada et du Québec. La création d'un réseau audio-visuel francophone a été au centre des débats et le sujet de plusieurs propositions et recommandations. Le ministre canadien des Communications, conjointement avec ses collègues du Québec et du Nouveau-Brunswick, a proposé que la prochaine Conférence des ministres de la Communication de l'ACCT se tienne au Canada, en terre québécoise.

Deux autres conférences d'importance ont eu lieu au cours de l'année, dont la Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports à Libreville, au Gabon. Le Canada s'est engagé à participer, avec les 26 pays membres de cette institution, à une rencontre internationale « Jeux CONFÉJES » dans le cadre de l'Année internationale de la Jeunesse 1985. Le Canada s'est également engagé à accueillir en territoire canadien la dix-huitième session annuelle de cette conférence en 1987. La Conférence des ministres de l'Éducation des pays francophones s'est tenue à Bamako, au Mali.

Comme par les années précédentes, le Canada a fourni un appui important aux organisations non-gouvernementales d'expression française, entre autres à la Fédération internationale des professeurs de français (FIPF) qui a tenu son sixième congrès mondial à Québec en juillet 1984, et a obtenu un succès extraordinaire tant du point de vue du nombre important des délégués (près de 2 000) que des résultats des travaux.

Le Canada est devenu membre du conseil d'administration d'un organisme nouvellement créé, le Centre international de recherches, d'échanges et de coopération des Caraïbes et de l'Amérique latine (CIRECCA), qui a approuvé en janvier 1984 l'envoi d'un coopérant canadien à son siège à Fort-de-France, en Martinique.

## Environnement

À leur rencontre du sommet de Londres en juin 1984, les chefs des sept principales nations industrialisées ont pris conscience de l'importance économique des problèmes de l'environnement, en déclarant: « Nous reconnaissons la dimension internationale des problèmes de l'environnement et le rôle